

Chronique de la pensée multiple par Valéry Giscard d'Estaing

Les deux choix

Dans cinq mois, les Françaises et les Français auront à faire deux choix qui détermineront assez largement leur avenir pendant cinq ans : ils éliront le président de la République et choisiront leurs députés. Les médias parlent abondamment du sujet, en privilégiant l'aspect présidentiel, mais ils le font dans le cadre de leur culture contemporaine, qui s'attache aux questions de personne, et braquent leurs projecteurs sur l'actualité instantanée.

Ces éléments sont intéressants, mais n'épuisent pas le sujet. Si l'on imagine une démarche rationnelle pour choisir un président, on aperçoit trois étapes successives :

1. Chercher à connaître la situation exacte du pays, et identifier les principaux problèmes qu'il aura à affronter dans les cinq années à venir.
2. Comparer les directions vers lesquelles les candidats-présidents proposent de conduire le pays.
3. Évaluer les compétences et l'expérience personnelles dont ils disposent pour diriger le pays et imaginer leur capacité à réagir s'ils étaient confrontés à une crise grave, toujours possible dans un monde instable et dangereux.

Pouvant faire état d'une expérience directe de la fonction présidentielle, je souhaite présenter aux lecteurs du *Point* ces aspects des choix qu'ils auront à effectuer. Je me propose pour cela de publier ces chroniques de manière régulière, jusqu'au moment où il deviendra possible de leur recommander un choix.

Commençons par évaluer la situation de la France. Cette situation est mauvaise, non seulement parce que les chiffres sont dégradés, mais parce que cette dégradation témoigne d'une tendance lourde, qui est celle de l'affaiblissement économique de notre pays. Si l'on prend les cinq indicateurs principaux (taux de croissance, emploi, déficit budgétaire, endettement et déficit extérieur), toutes les aiguilles sont dans le rouge sur le tableau de bord de l'économie française. Cette situation n'est pas provoquée par la crise économique en cours, même si celle-ci l'a évidemment aggravée.

Si l'on dessine, en effet, les courbes qui décrivent l'évolution de ces indicateurs sur trois décennies, on s'aperçoit que la dégradation est pratiquement continue, malgré les efforts du pouvoir en place aujourd'hui pour inverser la tendance.

Celle-ci traduit en fait l'affaiblissement progressif de la capacité de production française. On le vérifie en comparant notre situation à celle de l'Allemagne. Alors que la croissance du tandem

franco-allemand a évolué de manière assez comparable jusqu'aux années 1995, un premier décrochage s'est produit à la suite de l'engagement de politiques courageusement réformistes en Allemagne à la fin du siècle dernier, et le grand décrochage est intervenu à partir de 2003, en raison de l'adoption par la France de la loi laxiste des 35 heures qui exprimait, en fait, l'abandon de la culture du travail. Ce décrochage s'est poursuivi, en affaiblissant continûment l'influence de la France en Europe.

Le ralentissement de la croissance en a été la conséquence automatique, le chômage s'est installé à un niveau élevé et le déficit extérieur s'est creusé sous l'effet de la perte de compétitivité de la production française. Notons que, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, la France enregistre un déficit commercial vis-à-vis de tous les pays voisins, y compris l'Italie, qui utilisent la même monnaie qu'elle !

L'inconvénient le plus grave de cette dégradation des chiffres est qu'elle est en quelque sorte autobloquante : il ne subsiste aucun levier pour agir ! La relance par la consommation, si chère aux hommes politiques français, mauvais lecteurs de l'œuvre de Keynes, accroîtrait le déficit budgétaire et creuserait le déficit extérieur : car une proportion excessive des produits de grande consommation provient de l'importation. Un taux de croissance compris entre 0,5 et 1 % ne permet pas d'escompter un recul du chômage, qui ne se décline qu'à partir d'une croissance de 1,5 à 2 % par an. L'objectif prioritaire, que nous devons rechercher, est donc celui d'un accroissement de la production manufacturière. Celui-ci passe par une augmentation des investissements productifs dans les grandes et petites entreprises, par la construction d'usines nouvelles, par le progrès technologique, l'accroissement du nombre des formations d'ingénieurs et la recherche d'organisations appropriées pour le travail et la rémunération des ouvriers qualifiés.

Le premier objectif, à nous fixer collectivement, est d'accroître la production manufacturière française ! C'est la seule manière de trancher le nœud gordien ! Il doit s'accompagner, pour solder le passif des trente dernières années – après les Trente Glorieuses, les Trente Piteuses ! –, d'un effort déterminé de retour à l'équilibre. Toute autre démarche serait inopérante et accroîtrait inévitablement les déficits, ce qui déclencherait le feu des agences de notation, dont l'expérience de nos voisins démontre qu'il atteindrait chaque Français dans son bien-être et la sécurité de ses projets ■

